

## Fiche technique sur les aspects environnementaux et sociaux

### Informations générales

Intitulé du projet :	CHO TIPER
Numéro du projet :	2016-0946
Pays :	FRANCE
Description du projet :	Financement du concept, de la construction, de l'exploitation ainsi que de la maintenance d'une usine électrique utilisant de la biomasse et des déchets d'une capacité de 10 MW localisée à Thouars en France
EIE exigée :	oui
Projet faisant partie du programme « empreinte carbone <sup>1</sup> :	non

### Évaluation des incidences environnementales et sociales

#### Évaluation des incidences environnementales

Le projet CHO Tiper consiste en la construction et l'exploitation d'une usine de production d'électricité utilisant la technologie de gazéification avancée avec torche à plasma développée par CHO Power (promoteur). Ce dernier a réalisé une installation similaire utilisant le même procédé à Morcenx. CHO Tiper utilise un mélange de déchets et de biomasse comme intrants. Elle a une capacité nominale de 60000 tonnes / an de ces intrants. Les déchets de bois et produits similaires générés par des unités commerciales et des industries de proximité seront transformés à haute température ( $> 700^{\circ}\text{C}$ ), avec une quantité contrôlée d'oxygène en un gaz de synthèse, dénommé le syngaz. Ce gaz de synthèse sera converti en énergie électrique produisant jusqu'à 10 MW<sub>el</sub>.

- Au niveau local, le projet est compatible au plan départemental de Deux-Sèvres de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux approuvé par les Autorités départementales en 2012,
- En plus, au niveau national le projet est conforme aux engagements de la France pour la production d'énergie renouvelable sous la forme d'électricité, de chaleur et de carburant (loi Nouvelle organisation du marché de l'électricité, dite NOME, loi Grenelle 2010, plan national d'action en faveur des EnR 2010).
- Autres objectifs nationaux consistent à limiter la dépendance à la hausse du coût des énergies fossiles, à diversifier ses approvisionnements énergétiques sur le long terme, réduire ses impacts environnementaux. Plus précisément, les installations biomasse en général permettront d'éviter l'émission de 2,6 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

<sup>1</sup> Seuls sont retenus les projets entrant dans le périmètre du programme pilote, selon la définition donnée dans le projet de méthodologie de la BEI mise en place pour évaluer l'empreinte carbone, pour autant que les émissions estimées dépassent les seuils fixés dans la méthodologie, à savoir plus de 100 000 tonnes de CO<sub>2e</sub> par an en valeur absolue (brut) ou 20 000 tonnes de CO<sub>2e</sub> par an en valeur relative (net) – tant pour les hausses que pour les économies.

- Au niveau Européen, le projet contribuera à la protection de l'environnement. Il contribue aux objectifs du changement climatique en réduisant les émissions directes de GES des biodéchets et en substituant l'utilisation du gaz naturel d'origine fossile. Le projet est conforme à la Directive Européenne 1999/31/EC relative à la mise en décharge pour les déchets ménagers et assimilés. Cette Directive fixe la quantité de déchets municipaux biodégradables autorisés à la mise en centre de stockage.

D'une manière générale, le projet est conforme aux dispositions des Directives de l'Union Européenne relatives aux études d'impact environnemental transposées dans la législation nationale. Les risques environnementaux du projet sont considérés comme insignifiants. Le promoteur possède une bonne capacité de gestion environnementale et sociale. Le promoteur en tant que maître d'ouvrage a mis toutes les mesures nécessaires afin d'atténuer les éventuels risques environnementaux et sociaux. Enfin, tous les recours en justice ont été purgés.

### **Consultation publique et dialogue avec les parties prenantes, le cas échéant**

- Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) a été déposé le 30 septembre 2014. L'avis positif a été émis le 21 avril 2015 par la préfecture du département de Deux-Sèvres. L'enquête publique s'est déroulée du 26 mai au 26 juin 2015. Le rapport du commissaire enquêteur a été rendu le 30 juillet 2015 avec avis favorable.
- Une enquête publique complémentaire s'est déroulée en mars 2016, avec avis favorable du commissaire enquêteur. Le Coderst du 14 juin 2016 a émis un avis favorable. Le 24 juin 2016, le Préfet a informé CHO Tiper de sa décision d'autoriser le projet en joignant le projet d'arrêté en ce sens, en appelant ses remarques sur ce projet d'arrêté, conformément à la procédure. L'arrêté préfectoral a été signé le 12 août 2016. Le recours de tiers est possible pendant 4 mois après la publication de l'arrêté, soit le 18 août 2016.
- Permis obtenus: Le permis de construire a été délivré par la préfecture du département de Deux-Sèvres le 8 janvier 2016, purgé du délai de recours des tiers. L'arrêté préfectoral donnant autorisation au projet a été signé par le préfet le 12 août 2016; le délai de recours était de 4 mois à compter du 18 août 2016, l'arrêté préfectoral est purgé du recours des tiers.

### **Conclusions et Recommandations**

- Le projet contribue aux objectifs du changement climatique en réduisant les émissions directes de GES des biodéchets et en substituant l'utilisation du gaz naturel d'origine fossile.
- L'opération consiste au financement d'une technologie innovante –gazéification avancée- qui, par rapport à la combustion classique de déchets (avec récupération de chaleur), obtiendra un niveau de récupération énergétique significativement plus élevé.
- Étant donné que les déchets traités représentent plus de 85% de la biomasse, la majeure partie de l'énergie produite est considérée comme renouvelable.
- En raison de la température de traitement élevée et du contrôle strict du syngaz; les émissions de l'usine sont très faibles et sont significativement inférieures au niveau autorisé pour ce type d'installations.
- Le projet a été soumis à une étude d'impact environnemental conformément aux dispositions des Directives de l'UE, telles celles sur l'étude d'impact (2014/52/UE amendé 2011/92/UE), Habitats (1992/43/EC) et Oiseaux (2009/147/CE) Les directives ont été transposées dans la législation nationale. En outre, le promoteur a fourni à la Banque une copie de l'Etude d'impact environnemental et du Résumé Non Technique.
- Sur la base de ce qui précède, il est conclu que cette opération est acceptable pour la Banque d'un point de vue environnemental et social.